

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & BÂTIMENT DURABLE EN FRANCE

L'ACTUALITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
SUR LES MARCHÉS DU BÂTIMENT

SITUATION À FIN 2016 – TENDANCE 2017



au sommaire...



PARTIE 1

L'ENVIRONNEMENT SOCIOÉCONOMIQUE

DU BÂTIMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Vers une accélération de la croissance dans le Bâtiment en 2017	p. 4
Un niveau d'activité encore éloigné des résultats enregistrés entre 2011 et 2013	p. 5
Un renouvellement du parc de logements orienté vers la performance énergétique	p. 6

PARTIE 2

L'IMPACT DES LEVIERS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE BÂTIMENT SUR LE PARC EXISTANT ET LE PARC NEUF

Le CITE conforte sa prédominance parmi les leviers à la rénovation énergétique de logements	p. 8
Le prêt pour la rénovation énergétique de logements recule légèrement	p. 13
Le prêt pour la rénovation énergétique de logements sociaux se replie également	p. 14
L'aide à la rénovation énergétique des logements des foyers modestes moins sollicitée en 2016	p. 15
La rénovation labellisée « Bâtiment Basse Consommation » continue sa progression	p. 16
Les labellisations énergétiques et environnementales de Bâtiments neufs peu dynamiques en 2016	p. 17

PARTIE 3

LA MOBILISATION DES PROFESSIONNELS

De plus en plus de professionnels formés sur la rénovation énergétique de logements	p. 19
Les professionnels Reconnus Garants de l'Environnement demeurent principalement mobilisés sur l'isolation	p. 20

L'actualité en bref...

LOGEMENTS ET BÂTIMENTS TERTIAIRES EXISTANTS



Les leviers à la rénovation énergétique sur le parc existant

22 668	éco-PTZ distribués en 2016 (évol. 1 an)	-3% ▼
40 747	logements aidés "Habiter mieux" de l'ANAH en 2016	-18% ▼
16 173	demandes de labellisation BBC rénovation de logements en 2016 (évol. 1 an)	+5% ▲
409 091	m² de locaux existants ont fait l'objet d'une demande de labellisation BBC rénovation en 2016 (évol. 1 an)	-43% ▼

LOGEMENTS ET BÂTIMENTS TERTIAIRES NEUFS



Les leviers à la construction durable sur le parc neuf

48 437	logements neufs avec demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2016 (évol. 1 an)	+39% ▲
11%	des logements autorisés ont fait l'objet d'une demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2016 (évol. 1 an)	+3 pts ▲
463 916	m² de locaux neufs ont fait l'objet d'une demande de labellisation énergétique Effinergie en 2016 (évol. 1 an)	-43% ▼
3%	de la surface des locaux autorisés ont fait l'objet d'une demande de labellisation énergétique Effinergie en 2016 (évol. 1 an)	-2 pts ▼

LA FILIÈRE PROFESSIONNELLE



Adaptation de la filière

104 535	Signes Reconnus Garants de l'Environnement (RGE) recensés au 4° trim. 2016 (évol 1 trim.)	+2% ▲
67 569	Etablissements Reconnus Garants de l'Environnement (RGE) recensés à fin mars 2016 (évol 6 mois)	+7% ▲
1 374	Signes RGE études recensés au 4° trim. 2016 (évol 1 trim.)	+23% ▲

PARTIE 1

L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BÂTIMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Vers une accélération de la croissance dans le Bâtiment en 2017

	Prévisions 2017		Evolution		Estimations 2016 Chiffre d'Affaires
Bâtiment	+3,1%	▲	+1,6%	▲	129 412 M€
Dont...					
Construction neuve	+6,0%	▲	+2,9%	▲	53 770 M€
Entretien-rénovation	+1,0%	▲	+0,7%	▲	75 642 M€
Dont...					
Logements	+4,1%	▲	+3,1%	▲	78 395 M€
Locaux	+1,4%	▲	-0,7%	▼	51 017 M€

Source Réseau des CERC – Données France Métropolitaine – Prévisions 2017 provisoires

“ Confirmation prévue du redressement du chiffre d'affaires Bâtiment pour 2017 ”

D'après les anticipations concernant l'année 2017, celle-ci confirmera le redressement du chiffre d'affaires Bâtiment en France métropolitaine, avec une hausse de l'ordre de +3,1% en volume, après une année 2016 déjà bien orientée : +1,6%.

L'accélération devrait essentiellement concerner la construction neuve, qui progressera de 6% en volume, après une hausse de 2,9% en 2016.

L'activité d'entretien-rénovation devrait demeurer nettement moins dynamique à +1%, poursuivant peu ou prou la légère amélioration enregistrée en 2016 (+0,7%).

Par ailleurs, si les prévisions s'inscrivent en hausse tant côté logements (+4,1%) que locaux non résidentiels (+1,4%), le premier segment conserve une dynamique sensiblement mieux orientée.

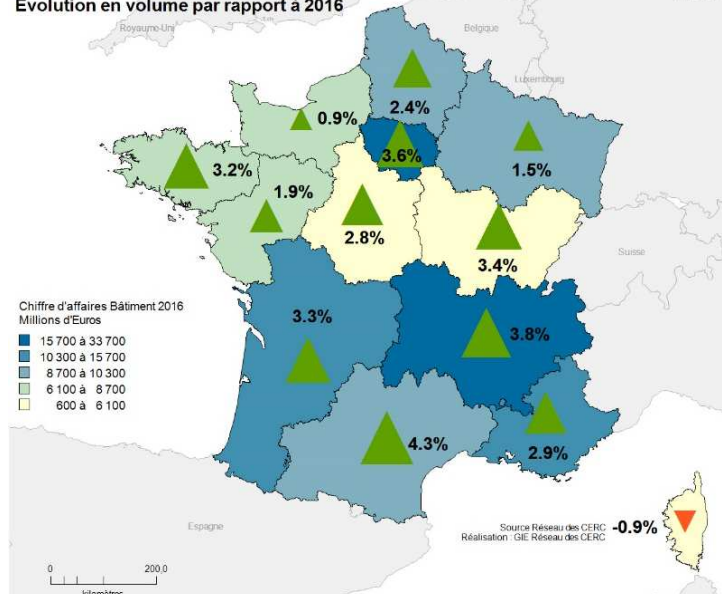
“ Des anticipations 2017 supérieures à +3% dans six régions ”

L'analyse des évolutions territoriales prévues en 2017 soulignent un premier constat : à l'exception de la Corse, toutes les régions métropolitaines devraient afficher des hausses du chiffre d'affaires Bâtiment en 2017.

Par ailleurs, les anticipations 2017 s'avèrent supérieures à +3% dans six régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

A l'opposé, l'année 2017 devrait marquer une progression inférieure à +1% en Normandie.

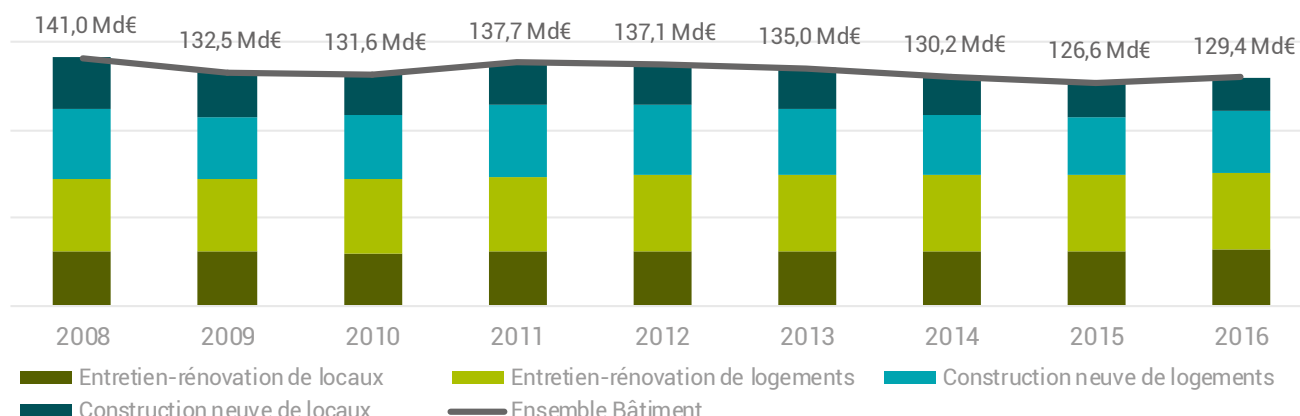
Prévision d'évolution du chiffre d'affaires Bâtiment en 2017
Evolution en volume par rapport à 2016



Un niveau d'activité encore éloigné des résultats enregistrés entre 2011 et 2013

Évolution du chiffre d'affaires du Bâtiment par activité en France

Unité : milliard d'euros courants - Source : Réseau des CERC



“ Une reprise d'activité portée par la construction neuve de logements en 2016 ”

En dépit de l'amélioration observée l'année dernière, le niveau d'activité, mesuré à 129,4 milliards d'euros en 2016, demeure inférieur de 3% au chiffre d'affaires annuel moyen observé en France Métropolitaine depuis 2008, bien loin des « points hauts » enregistrés sur la période (2008 et période 2011-2013).

L'amélioration de l'activité observée en 2016 en France métropolitaine masque des disparités importantes selon le secteur d'activité : alors que le chiffre d'affaires généré par la construction de logements neufs augmentait de 6,1% en volume par rapport à 2015, celui associé à la construction de locaux non résidentiels poursuivait sa baisse à -2,5%, la dégradation constatée sur le segment des bâtiments de service public (-7,6%)

faisant écho au très faible niveau de dépenses Bâtiment des collectivités locales en 2015 et 2016.

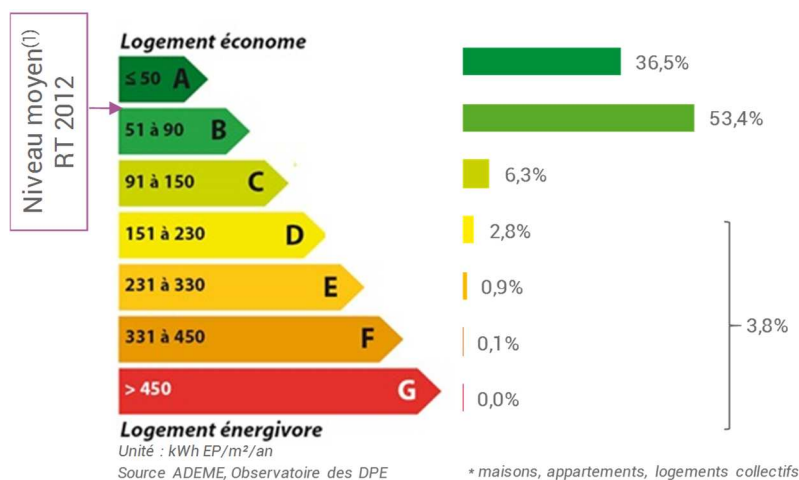
Les évolutions observées en matière d'entretien-rénovation s'avèrent en revanche un peu plus homogènes, le logement enregistrant toutefois la meilleure dynamique : +0,9% contre +0,4% pour les locaux.

	Chiffre d'Affaires	Evolution
Bâtiment	129 412 M€	+1,6% ▲
Logements neufs	34 444 M€	+6,1% ▲
Individuels	17 210 M€	+4,9% ▲
Collectifs	17 234 M€	+7,4% ▲
Locaux neufs	19 326 M€	-2,5% ▼
Locaux industriels et entrepôts	3 447 M€	+3,7% ▲
Bureaux	4 392 M€	+1,7% ▲
Commerces et artisanat	2 752 M€	-3,7% ▼
Exploitation agricole ou forestière	907 M€	-0,2% ▼
Locaux de services publics	6 842 M€	-7,6% ▼
Autres locaux (hébergement hôtelier)	986 M€	-1,1% ▼
Entretien rénovation de logements	43 950 M€	+0,9% ▲
Entretien rénovation de locaux	31 691 M€	+0,4% ▲

Un renouvellement du parc de logements orienté vers la performance énergétique

“ Lente progression de la performance énergétique dans la construction neuve... ”

Répartition des étiquettes énergétiques des logements* construits depuis le 1er avril 2013



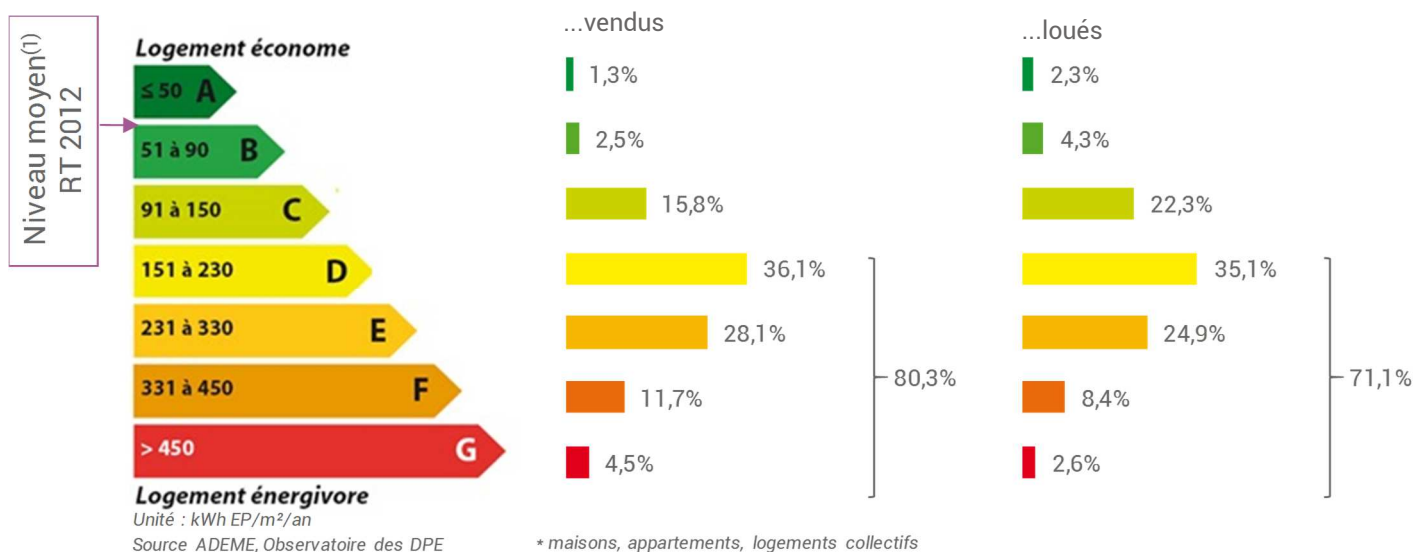
L'analyse des étiquettes énergétiques des logements construits depuis le 1^{er} avril 2013 souligne une légère progression de la construction d'habitations peu énergivores, les étiquettes A et B représentant désormais respectivement 36,5% et 53,4% des logements.

“ ...la consommation énergétique pesant encore faiblement dans les ventes et les locations de logements ”

Les habitations moyennement énergivores (étiquette D) représentent toujours plus de 36% des ventes effectuées depuis le 1^{er} avril 2013, aucun mouvement significatif au profit des logements les plus performants n'étant observé depuis l'année dernière.

Le même constat de prédominance des logements étiquetés D s'impose quant aux locations, même si les étiquettes les plus performantes (A et B) pèsent un peu plus lourd qu'au niveau des ventes.

Répartition des étiquettes énergétiques depuis le 1er avril 2013 des logements*...



PARTIE 2

L'IMPACT DES LEVIERS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE BÂTIMENT SUR LE PARC EXISTANT ET LE PARC NEUF

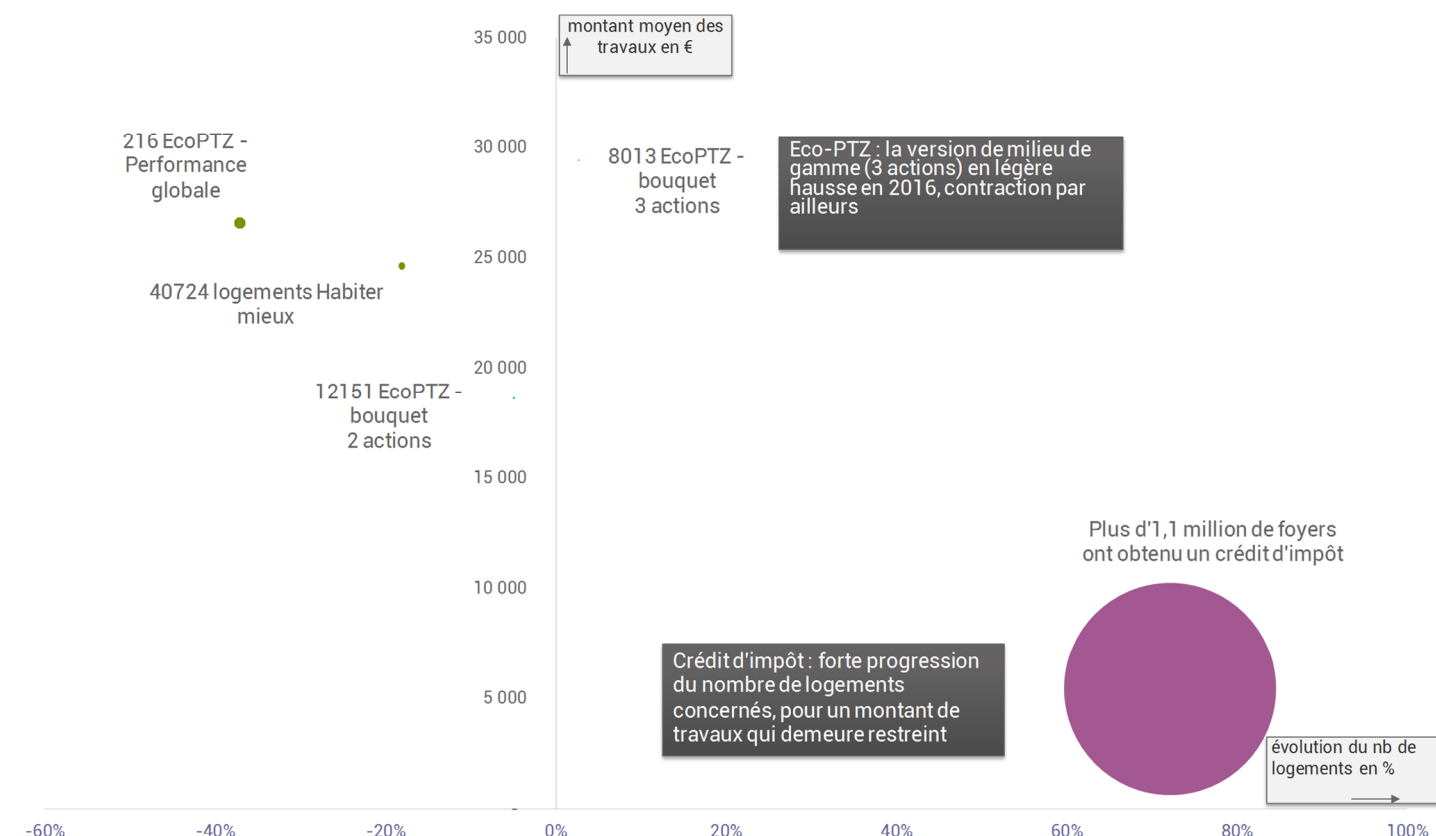


Le CITE conforte sa prédominance parmi les leviers à la rénovation énergétique des logements

Les leviers à la rénovation énergétique en 2016 en France et évolutions vs 2015

Unité : nombre de logements et montant en euros HT

Source : estimations GIE Réseau des CERC à partir des données DGFIP / SGFGAS / ANAH



Cette analyse graphique positionne les dispositifs d'aide à la rénovation énergétique selon l'évolution du nombre de logements impactés par ces dispositifs (abscisse) et selon le montant moyen des travaux effectués par les ménages dans le cadre de ces aides (ordonnée).

Ainsi : Plus le nombre de logements impactés par un dispositif a progressé par rapport à l'année précédente, plus celui-ci se positionne vers la droite.

Plus le montant moyen des travaux effectués par les ménages dans le cadre d'un dispositif d'aide est élevé, plus celui-ci se positionne vers le haut.

La taille des bulles est proportionnelle au nombre de foyers ayant obtenu un crédit d'impôt en ce qui concerne le crédit d'impôt, au nombre de prêts pour l'EcoPTZ et au nombre de logements engagés pour le programme Habiter Mieux.

“ Près de 7% des propriétaires occupants ont obtenu un crédit d'impôt au titre de la déclaration de revenus 2015 ”

La prédominance du Crédit d'Impôt pour la Transition Énergétique (CITE) au sein des leviers à la rénovation énergétique des logements s'est nettement renforcée, plus d'1,1 million de foyers ayant obtenu un CITE via leur déclaration de revenus 2015, soit une hausse de plus de 70% par rapport à l'année précédente.

Globalement, près de 7% de la cible du dispositif en a bénéficié en 2016.

Le CITE demeure de fait le principal outil de massification de la rénovation énergétique résidentielle, le montant moyen des travaux effectués s'établissant à un niveau nettement plus faible que les autres dispositifs.

Concernant l'Eco-PTZ, seule la version « milieu de gamme » (bouquet de travaux 3 actions) a légèrement progressé en 2016, les autres versions ayant reculé, notamment l'Eco-PTZ « performance globale » qui n'a concerné que 216 foyers en 2016.

En termes de pénétration, le dispositif a touché 0,1% des logements éligibles en 2016.

Par ailleurs, un peu moins de 41 000 logements ont été engagés dans le programme Habiter Mieux en 2016, soit 9 000 de moins qu'en 2015, tandis que près de 1% des logements sociaux ont bénéficié d'un Eco-PLS en France en 2016.

Pénétration des dispositifs en 2016

Crédit d'Impôt pour la Transition Énergétique	6,7%
Eco-PTZ	0,1%
Eco-PLS	0,9%

Définition des taux de pénétration :

Crédit d'Impôt pour la Transition Énergétique : pourcentage de propriétaires occupants ayant obtenu un crédit d'impôt au titre de la déclaration de revenus 2015 (hors bouquet de travaux 2014-2015)

Eco-PTZ : pourcentage de logements éligibles ayant bénéficié d'un éco-PTZ en 2016

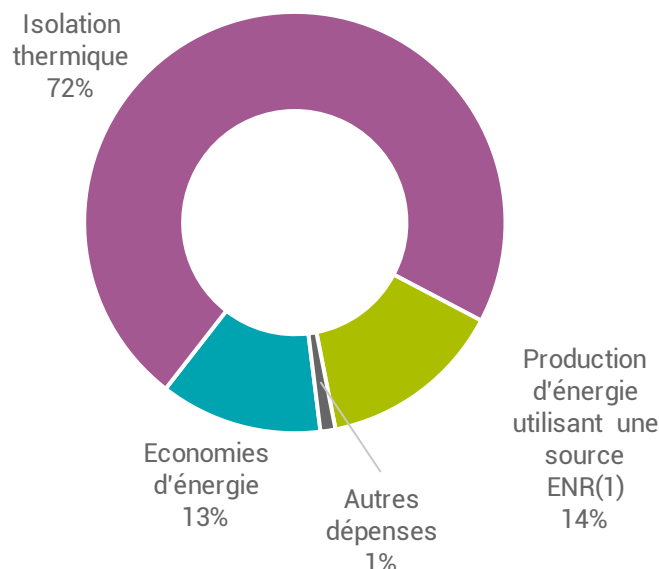
Eco-PLS : pourcentage de logements sociaux ayant bénéficié d'un éco-PLS en 2016

Le CITE conforte sa prédominance parmi les leviers à la rénovation énergétique des logements

Répartition des actions 2015* par catégorie de travaux

Unité : nombre d'actions réalisées

Source : DGFIP Traitements GIE Réseau des CERC



Plus de 70% des actions liées au CITE consacrées à l'isolation

Dans le cadre des demandes de crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) au titre de la déclaration de revenus 2015, les ménages ont essentiellement privilégié les actions de rénovation énergétique liées à l'isolation (72% de l'ensemble des demandes, soit 5 points de plus que l'année précédente).

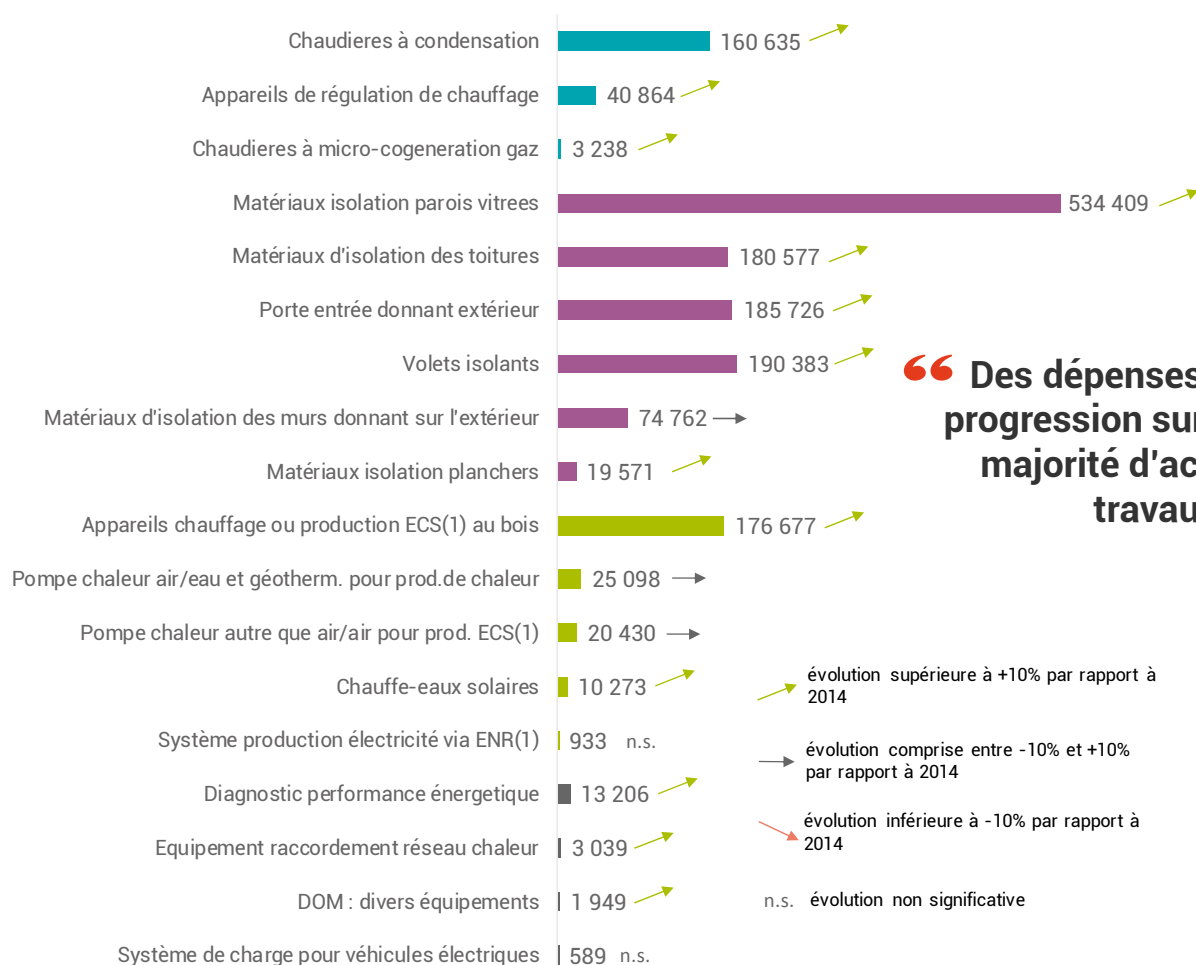
A l'exception des matériaux d'isolation des murs donnant sur l'extérieur, tous les postes de dépenses liés à l'isolation ont progressé d'au moins 10% par rapport à l'année précédente.

Cependant, alors que tous les postes de dépenses « économies d'énergie » s'inscrivent en forte progression, le constat diffère quelque peu en ce qui concerne la production d'énergie utilisant une source ENR*, les pompes à chaleur ayant connu moins de succès.

Répartition des actions 2015* par catégorie de travaux

Unité : nombre d'actions réalisées

Source : DGFIP Traitements GIE Réseau des CERC



Des dépenses en forte progression sur une large majorité d'actions de travaux

↑ évolution supérieure à +10% par rapport à 2014

→ évolution comprise entre -10% et +10% par rapport à 2014

↓ évolution inférieure à -10% par rapport à 2014

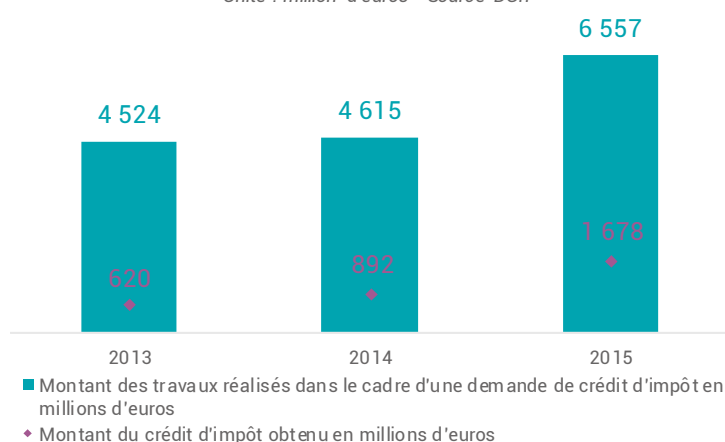
n.s. évolution non significative

(1) ENR : énergies non renouvelables ; ECS : eau chaude sanitaire

* L'année fait référence à l'année figurant sur la déclaration de revenus

Le CITE conforte sa prédominance parmi les leviers à la rénovation énergétique des logements

Evolution du montant des travaux réalisés dans le cadre
d'une demande de crédit d'impôt & du crédit d'impôt obtenu
Unité : million d'euros - Source DGIP



L'année fait référence à l'année figurant sur la déclaration de revenus

“ Une progression du CITE sur l'ensemble du territoire national ”

Dans le cadre d'une demande de crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE), le montant des travaux déclarés par les ménages dans la déclaration de revenus de 2015 s'est établi à plus de 6,5 milliards d'euros en France, soit une hausse de plus de 40% par rapport à la déclaration de revenus 2014.

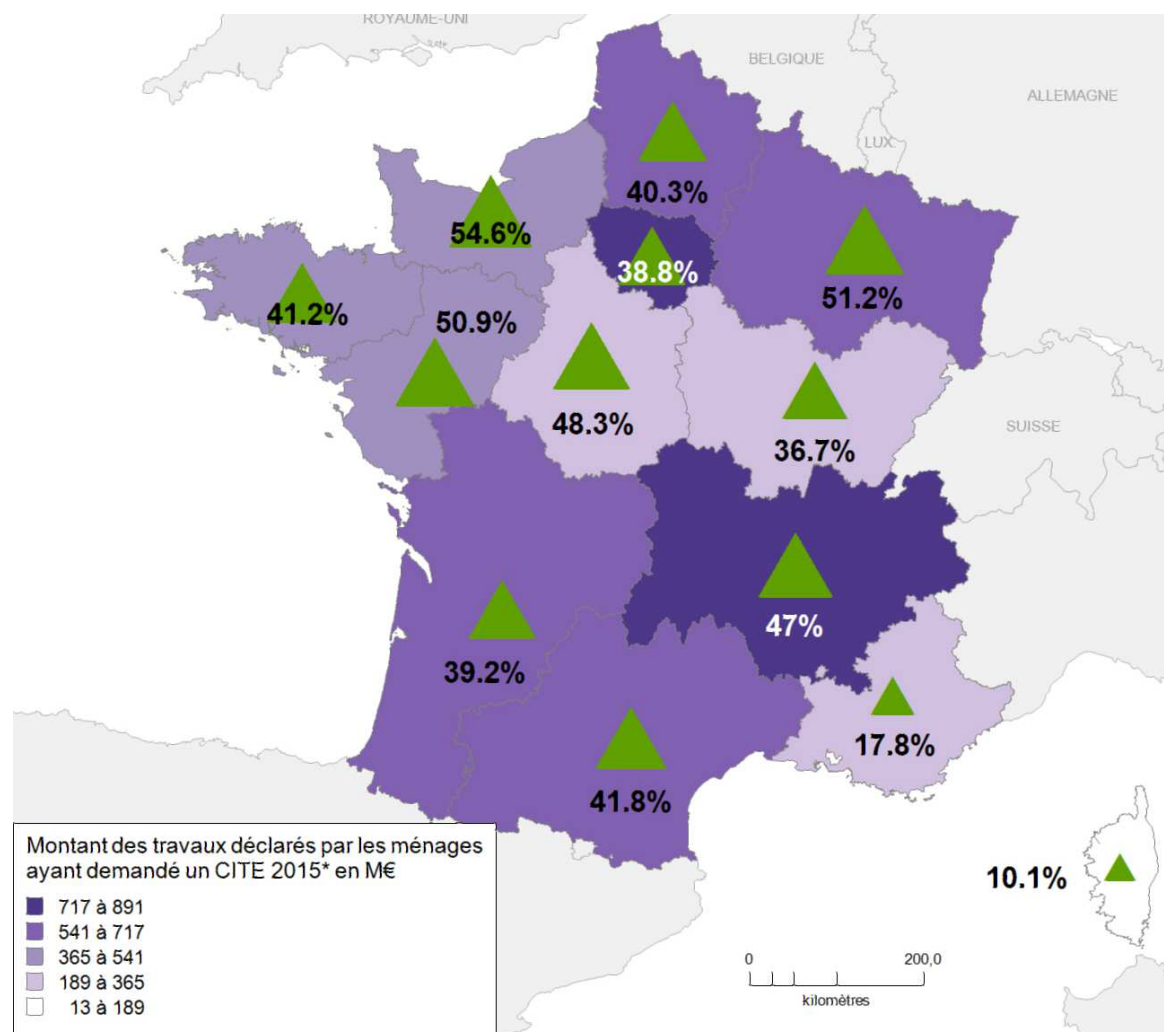
En parallèle, le montant du crédit d'impôt obtenu par les foyers bénéficiaires est passé de moins de 0,9 milliard d'euros à près d'1,7 milliard d'euros (+ 88%).

Par ailleurs, si la progression du montant de travaux concerne l'ensemble des régions, l'ampleur de la hausse diverge sensiblement selon le territoire.

De fait, la Corse (+10,1%) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (+17,8%) progressent de façon nettement plus modérée que les autres régions métropolitaines.

A l'opposé, trois régions affichent des augmentations supérieures à +50% : Grand-Est (+51%), Normandie (+55%) et Pays de la Loire (+51%).

Evolution 2015/2014* du montant des travaux déclarés par les ménages ayant demandé un CITE

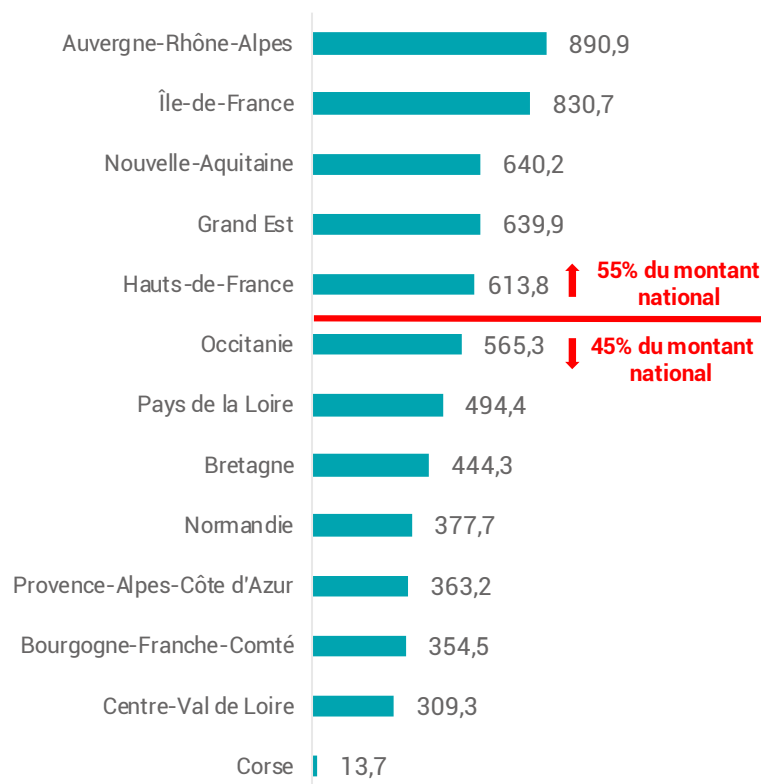


Source DGIP – Traitements GIE Réseau des CERC

* L'année fait référence à l'année figurant sur la déclaration de revenus

Le CITE conforte sa prédominance parmi les leviers à la rénovation énergétique des logements

Répartition 2015* du montant des travaux déclarés par les ménages ayant demandé un CITE en France métropolitaine
Source : DGFiP Traitements GIE Réseau des CERC - Unité : million €



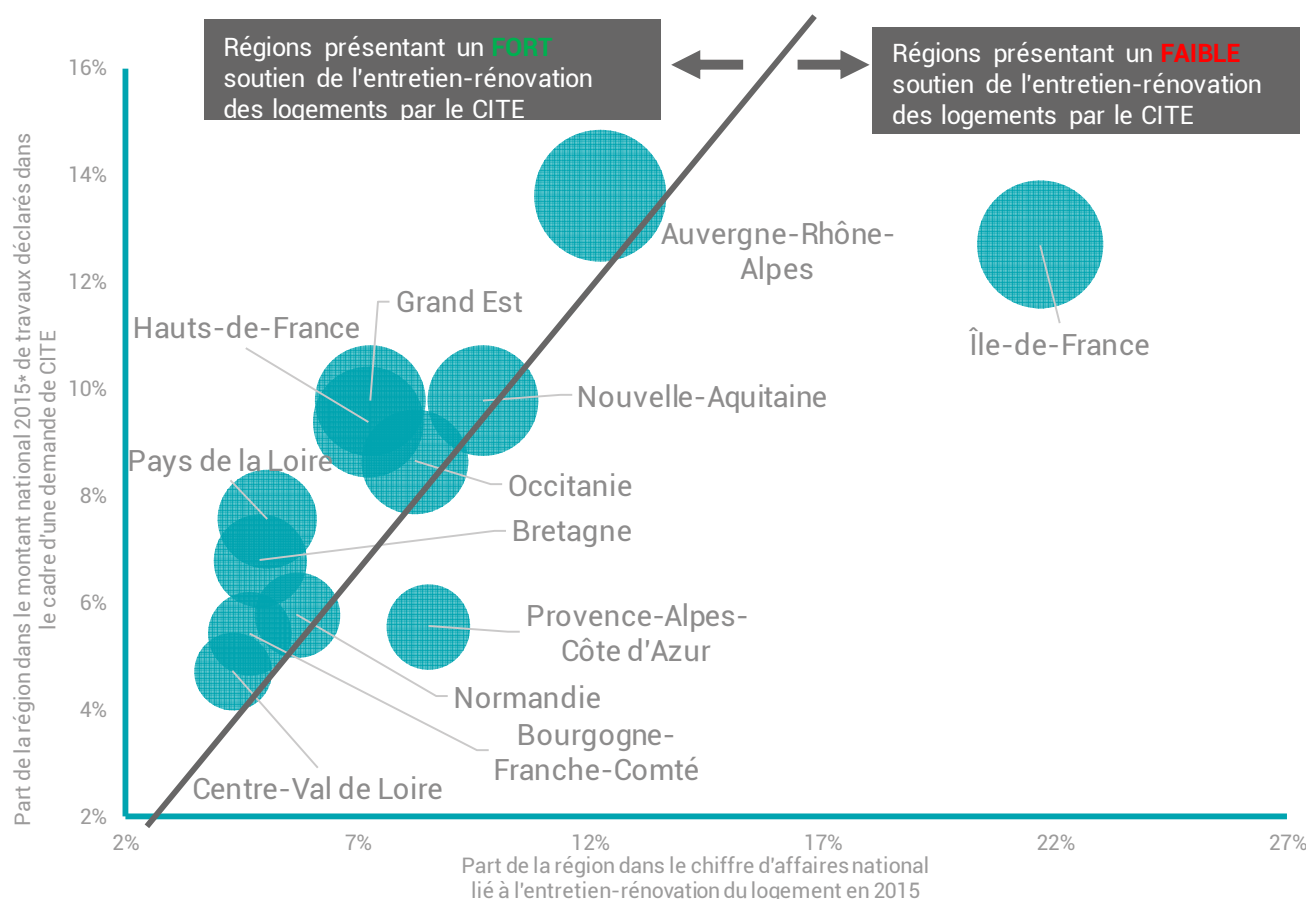
“ Un soutien de l'activité d'entretien-rénovation des logements par le CITE disparate selon les régions ”

Globalement, plus de la moitié des 6,5 milliards d'euros de travaux déclarés par les ménages métropolitains dans la déclaration de revenus 2015 se concentre sur cinq régions (Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Grand Est et Hauts-de-France).

Le poids du dispositif dans l'activité d'entretien-rénovation des logements diverge toutefois très nettement selon la région.

L'activité francilienne apparaît de fait comme très peu soutenue par le CITE au regard des résultats obtenus dans les autres régions.

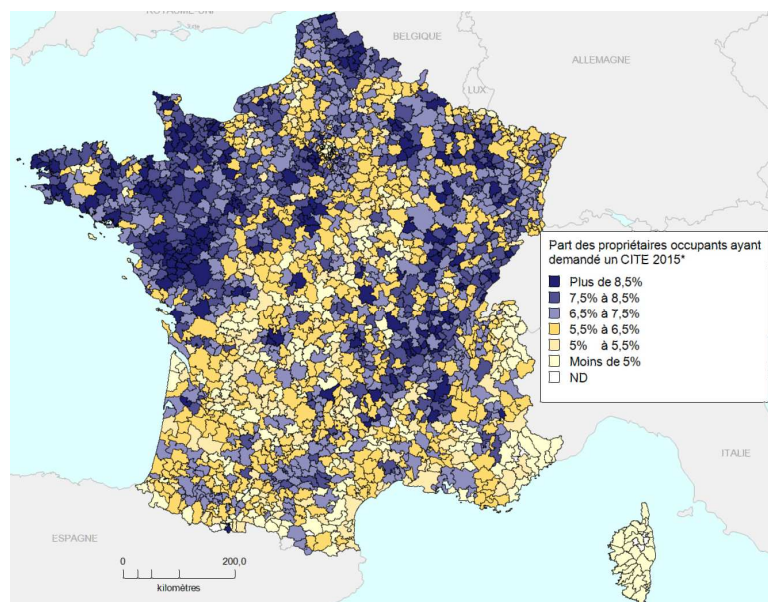
Ainsi, alors que l'Île-de-France concentre près de 22% du chiffre d'affaires national de l'entretien-rénovation du logement, ce pourcentage s'établit à moins de 13% en ce qui concerne les travaux déclarés dans le cadre d'une demande de CITE. Cet écart s'explique notamment par le poids conséquent en région francilienne du logement social et par la part importante de locataires. A l'instar de l'Île-de-France, la Provence-Alpes-Côte d'Azur affiche également un impact du CITE plus faible que dans les autres régions, la part importante de logements en location ainsi qu'un montant moyen de travaux peu élevé et un climat moins propice à la rénovation énergétique jouant en ce sens. A l'inverse, quatre régions affichent un soutien de l'entretien-rénovation du logement par le CITE plus important que la tendance nationale : Bretagne, Grand Est, Hauts-de-France et Pays de la Loire.



* Déclaration de revenus 2015

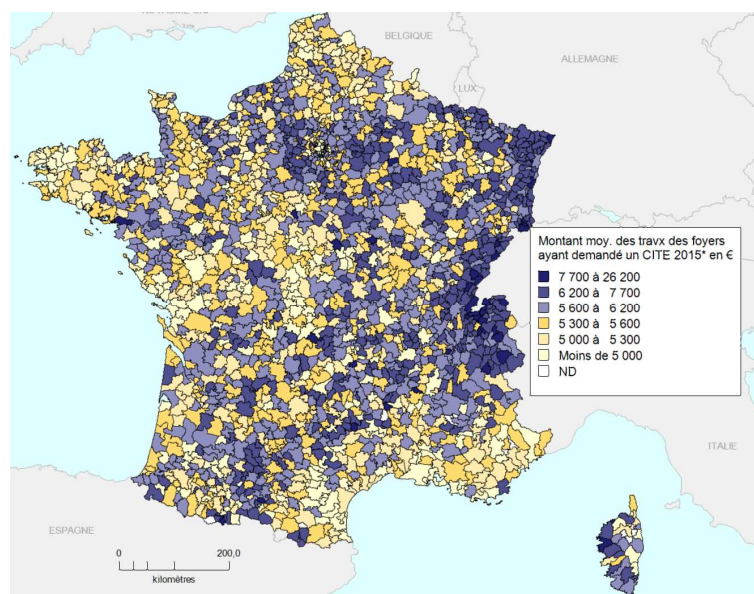
Le CITE conforte sa prédominance parmi les leviers à la rénovation énergétique des logements

Part des propriétaires occupants
ayant demandé un CITE 2015* par EPCI



Source DGFIP & INSEE – Traitements GIE Réseau des CERC – EPCI au 1er janvier 2015
* Déclaration de revenus 2015, hors bouquets de travaux 2014-2015

Montant moyen des travaux effectués par les foyers
ayant demandé un CITE 2015* par EPCI



Source DGFIP & INSEE – Traitements GIE Réseau des CERC – EPCI au 1er janvier 2015
* Déclaration de revenus 2015, hors bouquets de travaux 2014-2015

“ Un marché de la rénovation énergétique de logements très différenciés selon les territoires : nombreux petits travaux à l'Ouest, prestations plus conséquentes mais plus ciblées à l'Est ”

Abordée à l'échelon des structures intercommunales, l'activité de rénovation énergétique des logements liée au CITE laisse apparaître des typologies de territoires particulièrement marquées :

Atomisation de la demande : le nord du pays ainsi que l'ouest, de la côte vendéenne jusqu'en Normandie, se caractérisent par de faibles montants de travaux disséminés auprès de nombreux foyers

Concentration de la demande : la Savoie et la Haute-Savoie se démarquent par des montants élevés de travaux générés par un petit nombre de foyers

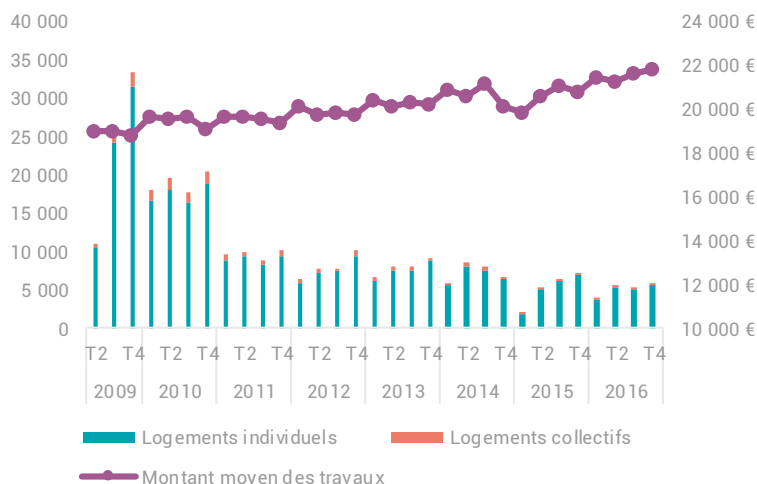
Atonie de la demande : la diagonale partant du sud est francilien jusqu'au pays basque apparaît comme un territoire peu porté sur le CITE, tant en termes de nombre de foyers intéressés que de montant de travaux

Demande dynamique : certains territoires tels que le centre de l'Auvergne-Rhône-Alpes ou la Franche-Comté, s'imposent comme des régions très portées sur le recours au CITE, celui-ci étant sollicité par une part importante des foyers et pour des montants de travaux élevés

Le prêt pour la rénovation énergétique de logements recule légèrement

Distribution d'éco-PTZ en France

Unité : nombre d'éco-PTZ / euros - Source : SGFGAS



“ Un bilan 2016 mitigé ”

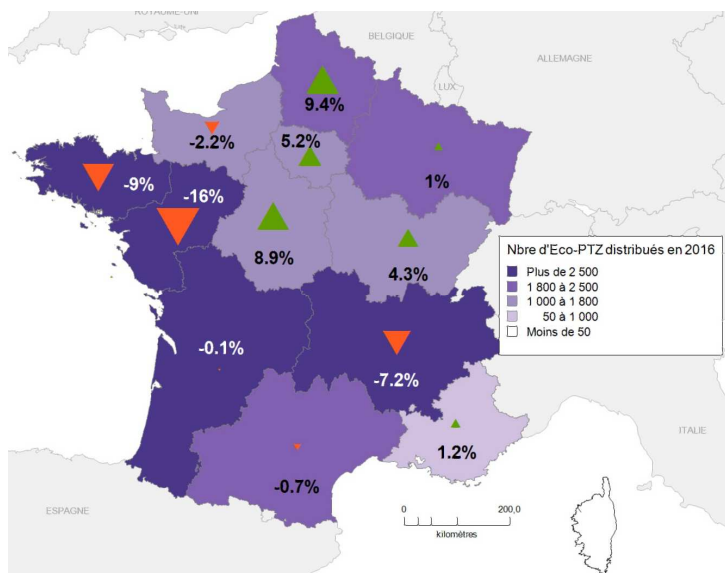
Après une année 2015 très mal orientée, le bilan 2016 de la distribution d'éco-PTZ en France s'avère assez mitigé.

Si le montant moyen des travaux s'est redressé (+3,9%) par rapport à 2015, le nombre de prêts distribués a en revanche de nouveau reculé de 2,7% (22 668 prêts distribués en France en 2016).

Ainsi, le montant de travaux soutenu en 2016 par le dispositif s'inscrit en légère hausse de l'ordre de +1%, après une chute de plus de 25% l'année précédente.

Par ailleurs, le recul du nombre de prêts distribués en 2016 concerne en premier lieu l'Ouest du pays (Bretagne, Normandie et Pays de la Loire) ainsi qu'Auvergne-Rhône-Alpes, tandis que la moitié nord affiche des hausses.

Evolution de la distribution d'éco-PTZ entre 2015 et 2016



Source SGFGAS – Traitements GIE Réseau des CERC

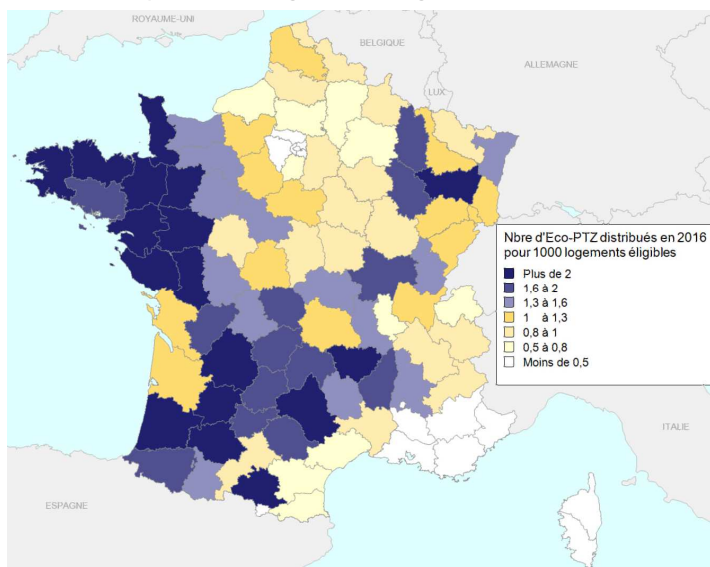
“ Une forte dichotomie Est/Ouest ”

A plus longue échéance, ce sont plus de 332 000 prêts qui ont été distribués depuis le lancement de l'éco-PTZ depuis 2009 en France.

Sur cette période, deux régions affichent un nombre de prêts, au regard du parc de logements éligibles, nettement supérieur à la tendance nationale : la Bretagne et les Pays de la Loire.

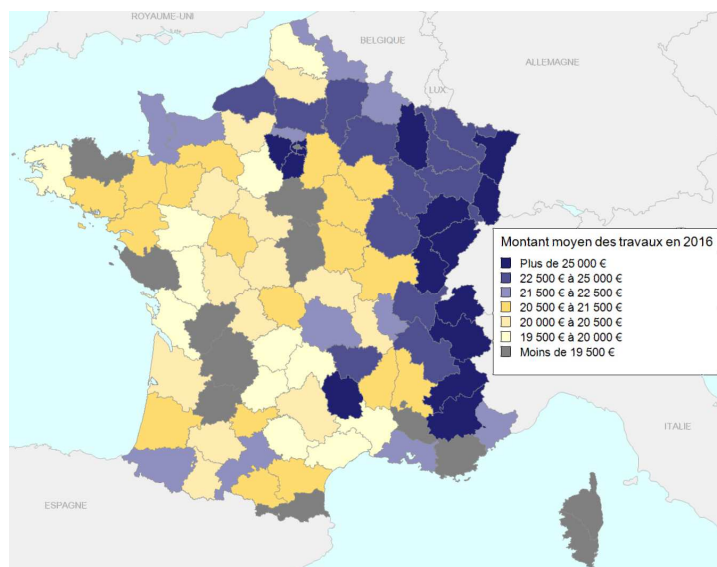
De fait, la dichotomie Ouest/Est apparaît tout aussi prégnante au niveau de l'éco-PTZ que du crédit d'impôt pour la transition énergétique : un nombre important de prêts distribués pour des montants de travaux faibles à l'Ouest, et une situation inverse à l'Est.

Nombre d'éco-PTZ distribués pour 1000 logements éligibles en 2016



Source SGFGAS / INSEE RP 2008 – Traitements GIE Réseau des CERC

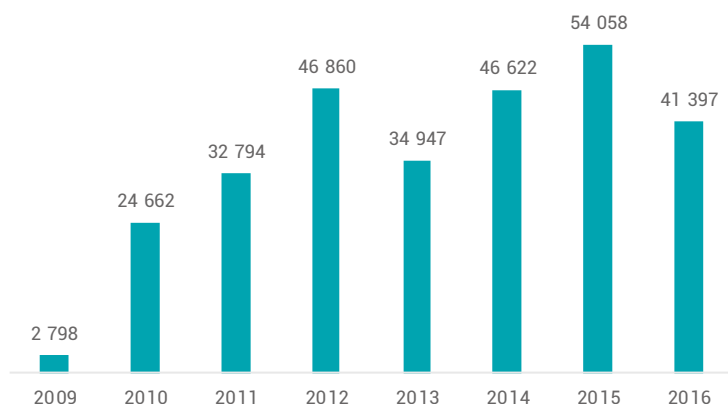
Montant moyen des travaux réalisés dans le cadre d'un éco-PTZ en 2016



Le prêt pour la rénovation énergétique des logements sociaux se replie également

Evolution du nombre d'éco-PLS engagés en France

Unité : nombre de prêts engagés - Source : DHUP



“ En contraction en 2016, l'Eco-PLS a tout de même bénéficié à plus de 40 000 logements sociaux en 2016 ”

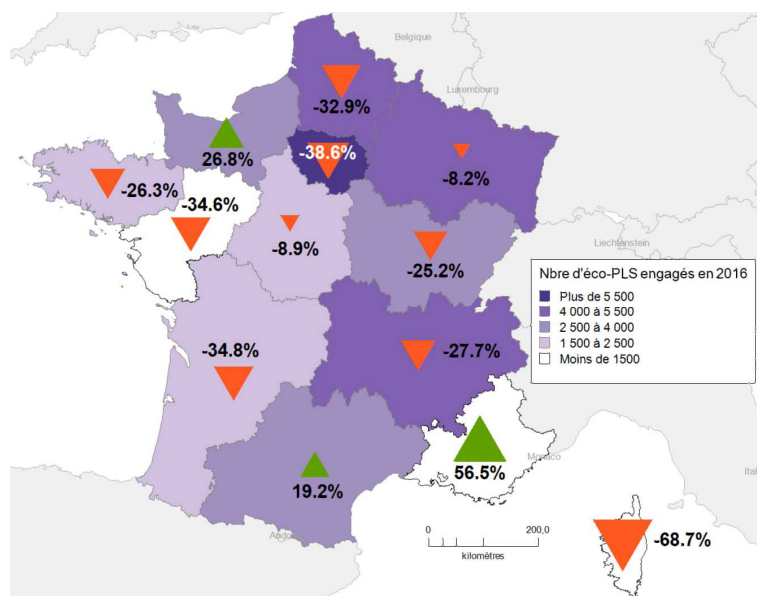
L'année 2016 marque un à-coup dans la dynamique du dispositif éco-PLS en France, le nombre de prêts engagés s'étant établi à moins de 41 400, soit près de 12 600 de moins que l'année précédente.

Si ce résultat s'inscrit comme un arrêt de la tendance haussière observée les années précédentes, le niveau d'activité 2016 demeure légèrement supérieur à la moyenne annuelle observée depuis 2010 (40 200 prêts engagés par an en moyenne).

Au niveau régional, seules la Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie affichent une hausse du nombre de prêts engagés en 2016.

Depuis 2009, un peu moins de 285 000 prêts Eco-PLS ont été engagés en France, dont près de 30% en Île-de-France.

Evolution du nombre d'éco-PLS engagés entre 2015 et 2016



Source DHUP - Traitements GIE Réseau des CERC

“ Un recours plus fréquent au dispositif dans le Grand Est ”

Cependant, au regard de son parc de logement social, l'Île-de-France ne se classe qu'au 4^{ème} rang régional en ce qui concerne le recours à l'éco-PLS, avec un peu plus de 6,5% des logements sociaux concernés.

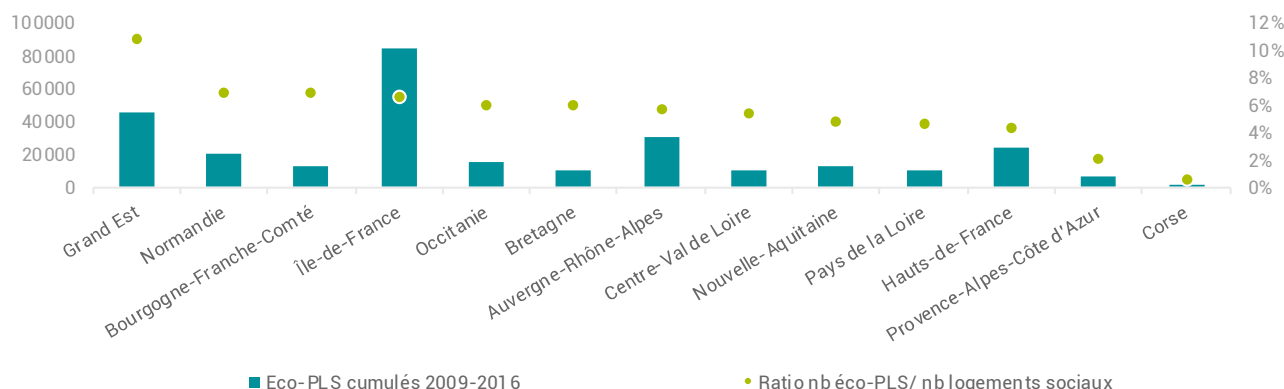
A ce titre, c'est la région Grand-Est qui s'octroie la première place, avec près de 11% du parc social engagé dans une rénovation via un éco-PLS depuis 2009, devant la Normandie et la Bourgogne-Franche-Comté.

A l'autre bout du spectre, l'utilisation de l'Eco-PLS s'avère nettement moins fréquente dans le sud-est du pays (Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse).

Logements sociaux engagés dans une rénovation via un éco-PLS entre 2009 et 2016 en France métropolitaine

Unité : nombre de prêts engagés ; ratio sur le nombre de logements sociaux

Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE RP 2015



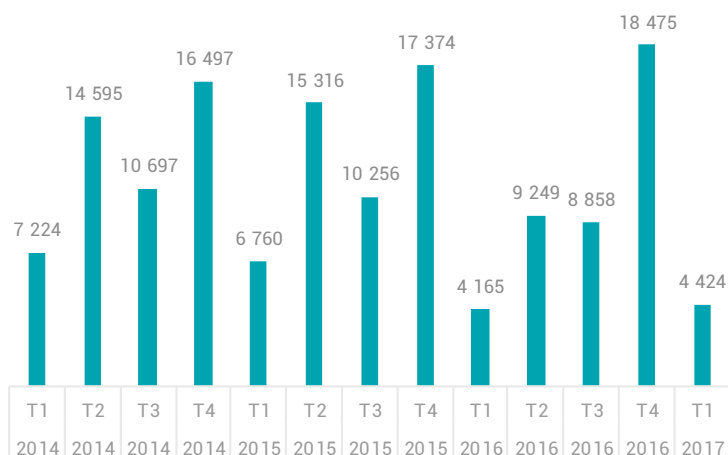
■ Eco-PLS cumulés 2009-2016

● Ratio nb éco-PLS / nb logements sociaux

L'aide à la rénovation énergétique des logements des foyers modestes moins sollicitée en 2016

Évolution du programme Habiter mieux de l'ANAH en France

Unité : nombre de logements - Source : ANAH



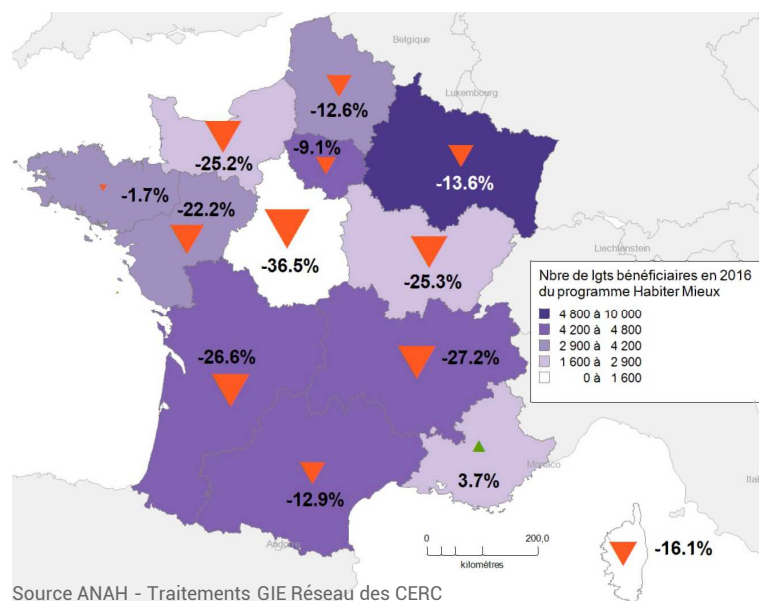
“ Plus de 40 000 logements bénéficiaires du programme Habiter Mieux en 2016, soit 10 000 de moins qu'en 2015 ”

Alors que le nombre de logements ayant bénéficié du programme Habiter Mieux s'était établi à un niveau proche des 50 000 en 2014 et 2015, l'année 2016 a marqué un recul, un peu plus de 40 700 logements bénéficiaires ayant été dénombrés.

Le montant total des travaux éligibles s'est également contracté en 2016, de façon nettement plus modérée toutefois, demeurant supérieur au milliard d'euros.

Les premières tendances enregistrées sur l'année 2017 s'inscrivent dans la même dynamique que celles de 2016, le nombre de logements engagés dans le programme Habiter Mieux au 1^{er} trimestre 2017 s'avérant légèrement supérieur à celui du 1^{er} trimestre 2016.

Evolution du nombre de logements bénéficiaires du programme Habiter Mieux entre 2015 et 2016



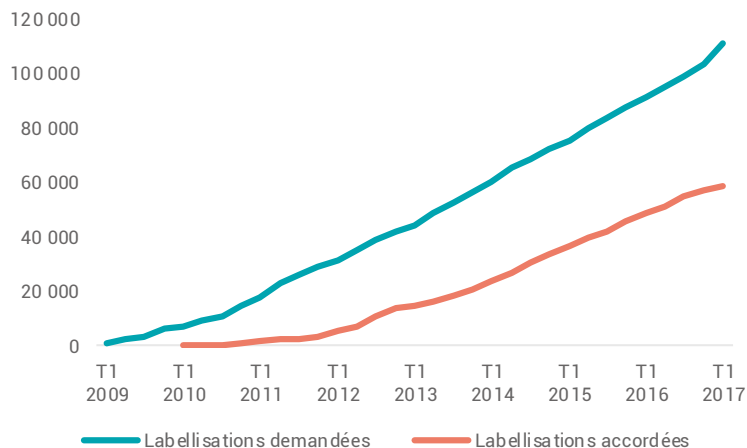
Le repli du nombre de logements bénéficiaires observé au cours de l'année 2016 concerne l'ensemble du territoire national, à l'exception de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, laquelle affiche une légère hausse de 3,5% à faible niveau.

Depuis 2014, ce sont plus de 140 000 logements qui ont bénéficié du programme Habiter Mieux en France.

La rénovation labellisée « Bâtiment Basse Consommation » continue sa progression

Evolution des demandes et accords de labellisations BBC rénovations en France

Unité : nombre de logements cumulés - Source : Effinergie



“ Plus de 16 000 logements ont fait l'objet d'une demande de labellisation « Bâtiment Basse Consommation » rénovation en 2016 ”

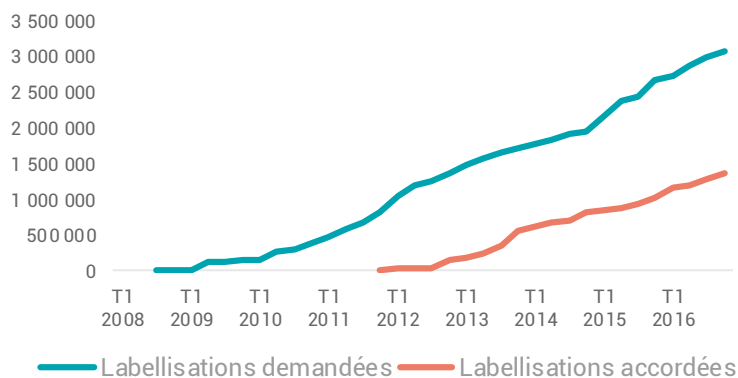
Près de 16 200 labellisations BBC (Bâtiment Basse Consommation) rénovations ont été demandées en France en 2016, soit l'année la plus dynamique, avec 2014, depuis le début du dispositif.

Les tendances observées sur le début d'année 2017 attestent par ailleurs d'une accélération de la dynamique des demandes de labellisation BBC rénovation, portant à la fois sur le nombre d'opérations et leur taille. De fait, plus de 7 000 logements ont déjà fait l'objet d'une demande de labellisation BBC rénovation.

Par ailleurs, la barre des 100 000 demandes effectuées en matière de rénovation en France a été franchie en fin d'année 2016, le cumul depuis 2009 s'établissant désormais à près de 110 700, dont plus de 98% de logements collectifs.

Evolution des demandes et accords de labellisations BBC rénovation pour les bâtiments tertiaires

Unité : surface de locaux cumulée en m² - Source : Effinergie



“ Retour à un rythme de croissance modéré dans la rénovation « Bâtiment Basse Consommation » des Bâtiments tertiaires ”

En 2016, un peu moins de 410 000 m² de bâtiments tertiaires ont fait l'objet d'une demande de labellisation BBC rénovation répartis au sein de 47 opérations, soit 310 000 m² de moins que l'année précédente, laquelle s'était avérée très bien orientée (720 000 m² au sein de 65 opérations).

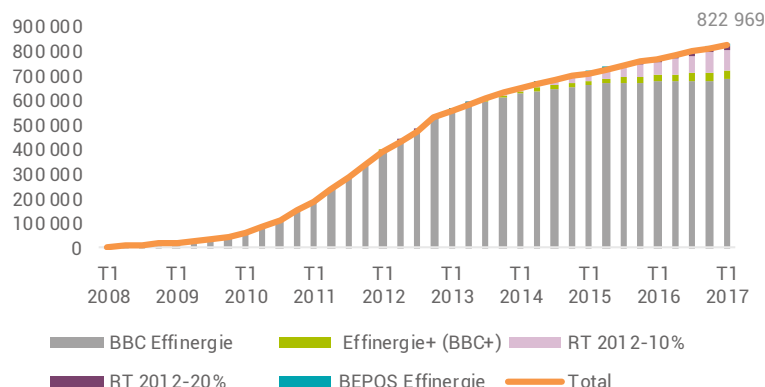
En dépit de ce recul, l'année 2016 demeure dans la moyenne des résultats observés depuis 2009, tandis que le début d'année 2017 s'inscrit comme une prolongation de l'année précédente.

En définitive, près de 3,2 millions de m² ont fait l'objet d'une demande depuis 2008, dont 45% ont été labellisés.

Les labellisations énergétiques et environnementales de Bâtiments neufs peu dynamiques en 2016

Evolution cumulée des demandes de labellisations énergétiques en France

Unité : nombre de logements cumulés - Sources : Effinergie, Cerqual



“ Stabilisation des labellisations énergétiques dans le logement neuf ”

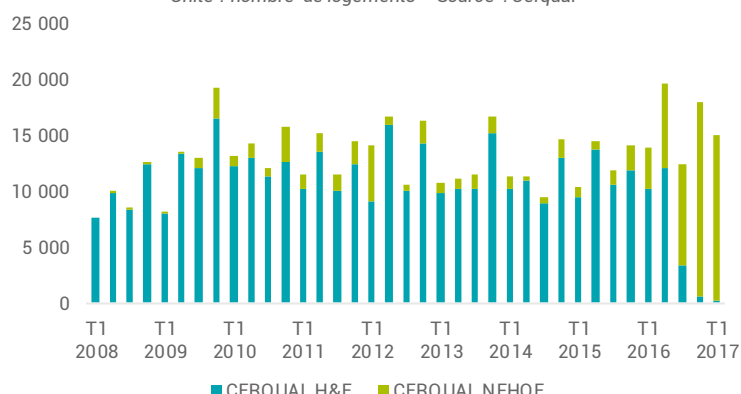
Faisant suite à une contraction continue entre 2013 et 2015, l'année 2016 a marqué une stabilisation du nombre de demandes de labellisations énergétiques de logements neufs, aux alentours de 56 450 logements, soit un léger redressement de +1% par rapport à l'année précédente.

De fait, la progression des demandes de labellisations énergétiques supérieures à la RT 2012 vient compenser le recul du label BBC, la progression la plus significative concernant le label RT 2012-10% (plus de 48 400 logements concernés en 2016, soit 13 700 logements supplémentaires par rapport à 2015). Par ailleurs, la dynamique du 1^{er} trimestre 2017 confirme les tendances observées en 2016. Globalement, 13% des logements autorisés à la construction ont fait l'objet d'une demande de labellisation énergétique en 2016, dont 11% pour les labellisations supérieures à la RT 2012.

Depuis 2008, les demandes de labellisations énergétiques ont concerné près de 823 000 logements.

Evolution du nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en France

Unité : nombre de logements - Source : Cerqual



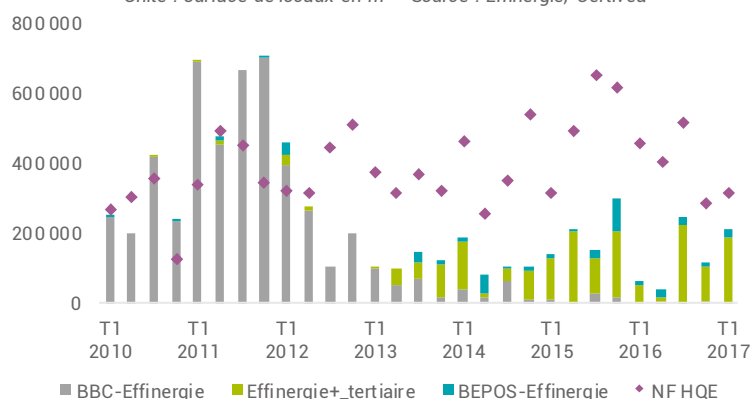
“ Progression des démarches de qualité environnementale dans le résidentiel neuf ”

L'année 2016 s'est révélée bien orientée en ce qui concerne les démarches de qualité environnementale dans le résidentiel, le nombre de logements engagés ayant progressé de plus de 25% par rapport à l'année précédente. En outre, cette amélioration s'est prolongée sur le début d'année 2017, la hausse au 1^{er} trimestre 2017 atteignant 7,3% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Par ailleurs, la nature des démarches de qualité environnementale s'est profondément modifiée, la nouvelle marque NF Habitat HQE ayant progressivement pris le relais de la marque Habitat & Environnement.

Evolution des demandes de labellisations pour les bâtiments tertiaires en France

Unité : surface de locaux en m² - Source : Effinergie, Certivea



“ Repli des demandes de labellisations de Performance Énergétique et de Qualité Environnementale dans le parc tertiaire neuf ”

Après une année 2015 particulièrement bien orientée, les demandes de labellisations en matière de performance énergétique ou de qualité environnementale dans le parc tertiaire se sont repliées en 2016, tout en se maintenant à un niveau supérieur à celui observé lors de la période creuse de 2013-2014. Précisément, les demandes de labellisations énergétiques effectuées en 2016 représentent moins de 465 000 m², soit 340 000 m² de moins que l'année précédente et 2,6% des surfaces autorisées à la construction. Par ailleurs, moins de 1,7 million de m² ont été engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2016 (9,3% des surfaces autorisées à la construction) marquant un repli de plus de 400 000 m² par rapport à 2015.

Globalement, les premières tendances de l'année 2017 laissent apparaître une stabilisation de l'activité à faible niveau.

PARTIE 3

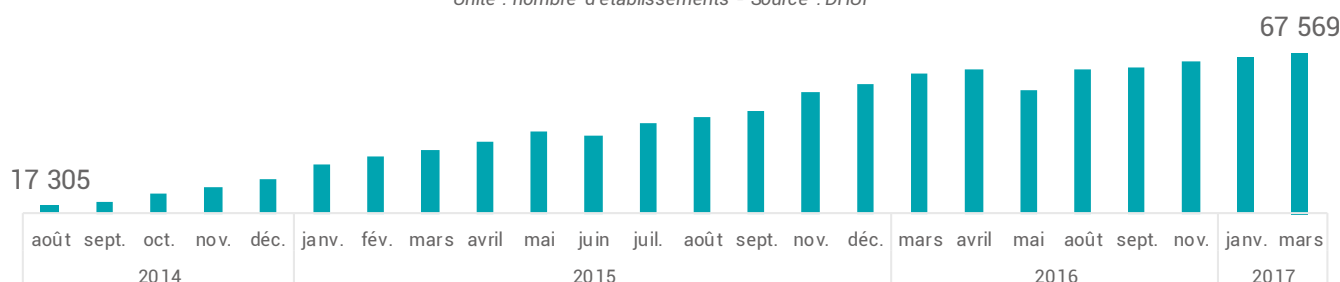
LA MOBILISATION DES PROFESSIONNELS



De plus en plus de professionnels formés sur la rénovation énergétique de logements

Évolution du nombre d'établissements RGE* en France

Unité : nombre d'établissements - Source : DHUP



Plus de 67 500 établissements Reconnus Garants de l'Environnement en France, une mobilisation qui progresse sur les énergies renouvelables

A fin mars 2017, plus de 67 500 établissements reconnus garants de l'environnement (RGE) étaient dénombrés en France, soit une progression de plus de 10% en un an.

Un effet palier semble toutefois se dessiner progressivement, le rythme de pénétration du label RGE au sein du tissu économique ayant tendance à ralentir.

Par ailleurs, l'année 2016 a été marquée par une hausse de la mobilisation des professionnels sur la thématique des énergies renouvelables, les signes RGE afférents demeurant toutefois minoritaires par rapport à ceux relevant de l'efficacité énergétique.

Signe RGE* en France à fin 4ème trimestre 2016

Unité : nombre de signes

Source : CERC/Qualibat, Qualit'EnR, Cequami, Certibat, Qualifelec

Energies renouvelables			Efficacité énergétique			Offre globale		
Qualisol	1 846	▲	ECO-artisans	14 138	→	Qualibat Offre Globale	115	▲
Qualibois	6 688	→	Pro de la performance énergétique	2 782	→	NF-NFHQE Maison rénovée	204	→
QualiPV	955	▲	Qualibat mention EE	69 081	→			
Qualipac	5 039	→	Certibat mention RE	206	▲			
Qualiforage	78	▲	Qualifelec mention EE	595	→			
Qualibat - mention ENR	2 667	▲						
Qualifelec - mention PV	141	▼						

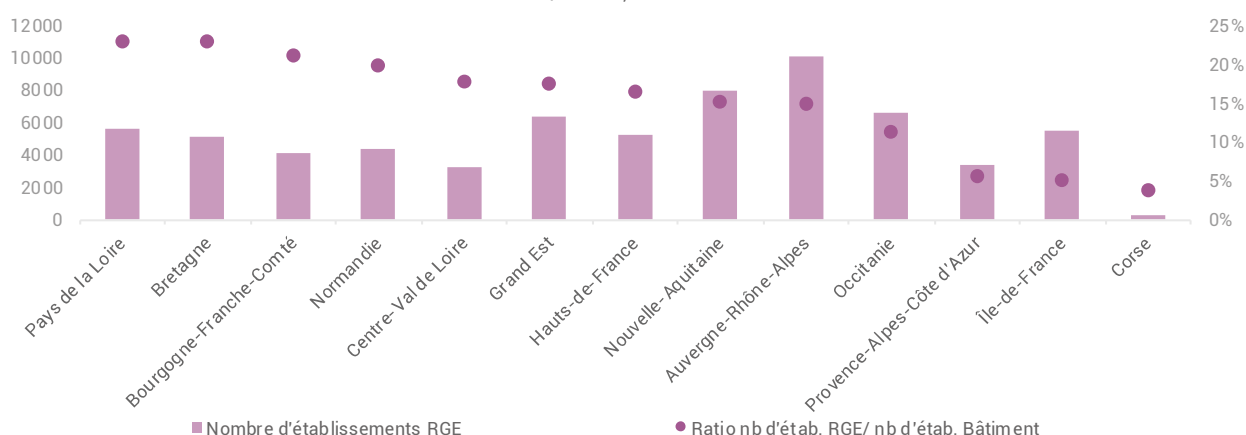
Une mobilisation des professionnels plus forte dans les régions où les dispositifs d'aide sont les plus sollicités

La mobilisation des professionnels s'avère plus importante dans les régions présentant les dynamiques de demande les plus fortes : Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Normandie et Pays de la Loire.

En revanche, c'est le constat inverse qui s'impose en ce qui concerne la Corse, l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, régions au sein desquelles le recours au crédit d'impôt pour la transition énergétique et à l'éco-PTZ s'avère moins prononcé.

Nombre d'établissements RGE* et ratio par rapport au nombre d'établissements Bâtiment en France à fin Mars 2017

Unité : nombre d'établissements Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE

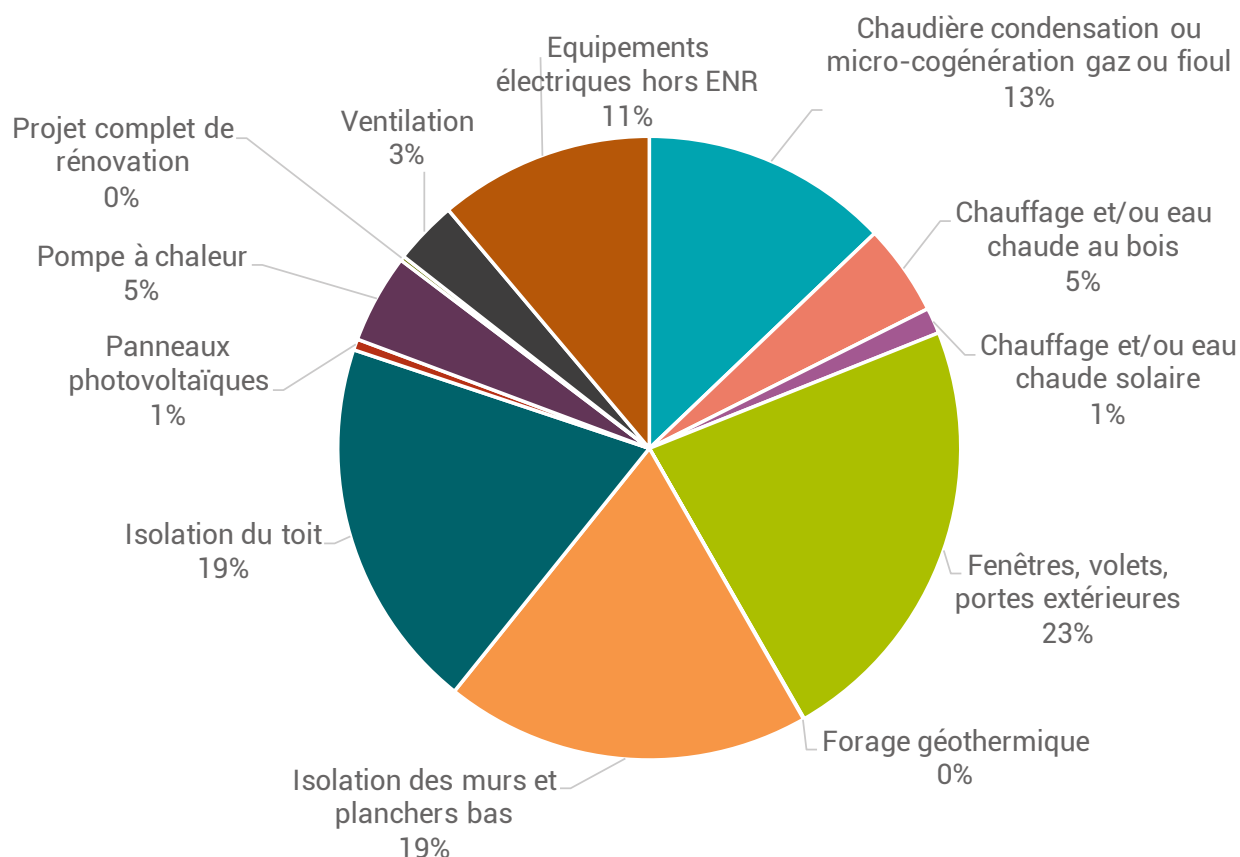


*RGE : Reconnu Garant de l'Environnement

Les professionnels Reconnus Garants de l'Environnement demeurent principalement mobilisés sur l'isolation

Répartition des domaines de travaux en mars 2017

Unité : nombre d'établissements RGE* - Source : DHUP



“ L'isolation concentre près de 40% des domaines de travaux ”

L'isolation concentre toujours près de 40% des domaines de travaux des établissements RGE* (38,4% précisément, répartis équitablement entre les murs et planchers bas d'une part et le toit d'autre part), devançant les fenêtres, volets et portes extérieurs (23%).

A l'inverse, le projet complet de rénovation demeure marginal, à peine plus de 300 établissements étant actuellement positionnés sur ce domaine de travaux en France.

RETROUVEZ LES PUBLICATIONS RÉGIONALES DES CERC...



CERC Alsace

Tél. : 03-88-13-08-29 / cebtp-alsace@i-carre.net
www.cebtp-alsace.asso.fr

CERC BFC

CERC Bourgogne-Franche-Comté

Site Dijon (siège) : 03-81-41-16-12 / 06-72-98-63-33
 Site Besançon
cercbfc@gmail.com / www.cerc-actu.com



CERC Centre-Val de Loire

Tél. : 02-36-17-46-11 / cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr



CERC Corse

Tél. : 04-95-51-79-49 / cerccorse@gmail.com
www.cerec-btp.org



CERC Hauts-de-France

Site de Lille (siège) : 03-20-40-53-39
 Site d'Amiens : 03-22-82-25-44
cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cercnordpasdecalais.fr / www.cerc-actu.com



CERC Languedoc-Roussillon

Tél. : 04-67-65-08-83 / cerbtplr@orange.fr
www.cerbtp.fr



CERC Nouvelle-Aquitaine

Site Limoges (siège) : 05-55-11-21-50
 Site Bordeaux (direction) : 05-47-47-62-43
 Site de Poitiers : 05-49-41-47-37
limoges@cerc-na.fr / bordeaux@cerc-na.fr / poitiers@cerc-na.fr



CERC Normandie

Tél. : 02-31-85-44-71 / cerc.normandie@orange.fr
www.cerc-normandie.fr



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

Tél. : 04-88-22-66-50 / cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr



CERC Auvergne-Rhône-Alpes

Site Lyon (siège) : 04-72-61-06-30
 Site Clermont-Ferrand : 04-73-43-15-13
contact@cercara.fr / www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr



CERC Bretagne

Tél. : 02-99-30-23-51 / contact@cellule-eco-bretagne.asso.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr



CERC Champagne-Ardenne

Tél. : 03-51-41-63-42 / cerc.champagne@gmail.com
www.cer-champagne-ardenne.fr



CERC Guyane

Tél. : 05-94-38-56-88 / dbeausoleil@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf



CERC Ile-de-France

Tél. : 01-40-61-82-20 / cerc-idf@cerc-idf.fr
www.cerc-idf.fr



CERC Lorraine

Tél. : 03-87-62-81-44 / cerclorraine@gmail.com
www.cerc-actu.com



CERC Midi-Pyrénées

Tél. : 05-31-47-85-01 / contact@crcbtp.fr
www.crcbtp.fr



CERC Pays de la Loire

Tél. : 02-51-17-65-54 / contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr



CERC Réunion

Tél. : 02-62-40-28-16 / cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

AVEC LE CONCOURS DES MEMBRES DU GIE RÉSEAU DES CERC :



GIE Réseau des CERC

Laurence HERBEAUX, Directrice

Jérôme BOUE, Chef de projets économiques et statistiques

Marion MARTIN, Assistante de direction



tél. : 04-72-61-06-34 | e-mail : gie-cerc@orange.fr

Suivez-nous [@GieReseauCerc](https://twitter.com/GieReseauCerc) | site national : www.cerc-actu.com

